

 <p>Logo of l'Assurance Maladie Aisne. It features a circular emblem with three stylized figures (a person, a child, and a person with a cane) and the text 'SÉCURITÉ SOCIALE' above it. To the right of the emblem, the text 'l'Assurance Maladie' is written in blue, with 'Aisne' in purple below it. Below the main text, the slogan 'Agir ensemble, protéger chacun' is written in a smaller font.</p>	<p>Acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne 29, Boulevard Roosevelt 02323 SAINT-QUENTIN CEDEX <a href="http://www.ameli.fr">www.ameli.fr</a></p>
--	---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

### ACCORD-CADRE N° 2025-11

---

#### Accord-cadre pour la réalisation des prestations des Centres d'Examens de Santé (CES) – Relance de la consultation n°2025-05

---

## Sommaire

<b>Article 1 – Objet du marché.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 – Cadre juridique.....</b>	<b>4</b>
2.1. Forme de l'accord-cadre .....	4
2.1. Allotissement.....	5
2.2. Variantes et PSE (Prestations Supplémentaires Éventuelles).....	5
<b>Article 3 – Parties contractantes.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4 – Identifiants .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 – Nature des prestations .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 – Durée du marché, reconduction et exécution des prestations .....</b>	<b>5</b>
6.1. Durée initiale et début des prestations.....	6
6.2. Reconduction des périodes.....	6
6.3. Modalités de reconduction et de fin du marché .....	6
<b>Article 7 – Généralités.....</b>	<b>6</b>
7.1. Pièces contractuelles .....	6
7.2. Protection de la main d'oeuvre et clause sociale .....	6
7.3. Protection de l'environnement.....	7
7.4. Réparation des dommages .....	7
7.5. Assurances .....	7
7.6. Lutte contre le travail dissimulé.....	7
7.7. Régularité de la situation fiscale et sociale .....	8
7.8. Autres obligations.....	8
7.8.1. Respect des normes .....	8
7.8.2. Obligations relatives à la sous-traitance .....	8
7.8.3. Confidentialité et sécurité.....	8
<b>Article 8 – Modalités de financement et de règlement.....</b>	<b>11</b>
8.1. Modalités de règlement.....	11
8.2. Ajustement en cas de variation d'activité .....	12
8.3. Acomptes et avances éventuelles.....	12
<b>Article 9 – Prix, modalités d'évolution et de règlement.....</b>	<b>12</b>
9.1. Prix .....	12
9.2. Révision des prix.....	12
9.3. Modalités de règlement.....	12
9.3.1. Régime des paiements .....	12
9.3.2. TVA .....	12
9.3.3. Présentation des demandes de paiement.....	12
9.3.4. Répartition des paiements .....	13
9.3.5. Délais de paiement .....	13
9.3.6. Intérêts moratoires .....	13
9.3.7. Paiement conditionné à la performance.....	14
9.4. Périodicité des paiements .....	14
9.5. Retenue de garantie.....	14
9.6. Avance .....	14
9.7. Acomptes .....	14
9.8. Prise en charge relative aux actes de biologie et à l'affranchissement liés aux examens de santé .....	15

<b>Article 10 – Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>15</b>
10.1. Lieu d'exécution .....	15
10.2. Conditions d'exécution des prestations.....	15
10.3. Conditions d'exécution des bons de commandes.....	15
10.4. Clauses techniques.....	15
<b>Article 11 – Constatation de l'exécution .....</b>	<b>15</b>
11.1. Verification .....	15
11.2. Admission.....	15
<b>Article 12 – Pénalités de retard .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 13 – Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 14 – Modifications du marché.....</b>	<b>16</b>
14.1. Modifications prévues par le Code de la Commande Publique .....	16
14.2. Modifications particulières.....	17
14.2.1. Modifications relatives au Titulaire .....	17
14.2.2. Modifications relatives aux prestations .....	17
<b>Article 15 – Réserves .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 16 – Coordonnées du responsable pour l'exécution du marché .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 17 – Documents annexes au présent CCAP.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 18 – Substitution d'un titulaire en cas de défaillance.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 19 – Résiliation.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 20 – Litiges et différends .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 21 – Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>18</b>

## Article 1 – Objet du marché

Le présent accord-cadre est un marché public de services sociaux et autres services spécifiques, ayant pour objet la sélection d'un opérateur chargé de réaliser des prestations de Centre d'Examens de Santé (CES), conformément aux missions et objectifs définis par l'Assurance Maladie.

Ces prestations comprennent la réalisation d'examens de prévention en santé (EPS) ainsi que l'ensemble des actions associées aux missions des Centres d'Examens de Santé, à l'exclusion de toute activité de soins.

Le marché s'inscrit dans le cadre des objectifs de prévention définis par la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) de l'Assurance Maladie 2023-2027 et pourra être ajusté en fonction des allocations budgétaires attribuées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM).

Le Titulaire devra garantir que 69 % minimum des examens réalisés bénéficient aux populations précaires, conformément aux orientations stratégiques de l'Assurance Maladie.

Enfin, au-delà des exigences précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché n° 2025-11, le Titulaire s'engage à mobiliser en permanence les moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer la qualité et la continuité des prestations.

## Article 2 – Cadre juridique

### 2.1. Forme de l'accord-cadre

L' est un marché public de services sociaux et autres services spécifiques.

Le marché est passé selon une **procédure adaptée** conformément aux articles L.2123-1-3° et R.2123-1-3° du Code de la commande publique, les prestations relevant des services sociaux et autres services spécifiques visés à l'annexe 3. La technique d'achat choisie est, quant à elle, celle de l'accord-cadre, tel que le prévoit l'article L.2125-1-1° du code précité.

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande sans minimum avec un maximum de 2 669 800 euros TTC, conformément à l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

Le montant maximum des prestations pour la durée du marché est défini comme suit :

Période	Maximum TTC
1	1 327 400 €
2	1 342 400 €
<b>Total</b>	<b>2 669 800 €</b>

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront:

- ✓ nom et adresse du Titulaire,
- ✓ numéro et date de l'accord-cadre,
- ✓ numéro et date du bon de commande,
- ✓ adresse de facturation,
- ✓ désignation des prestations,
- ✓ délais maximum de livraison,
- ✓ montant total hors taxes de la commande,
- ✓ taux et montant de la TVA,
- ✓ montant total TTC.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de l'Acheteur dans les conditions fixées au CCAP et peuvent être passés jusqu'au dernier jour du marché.

Le nombre d'examens de santé prévus au bon de commande constitue un maximum. Il est important de réaliser le maximum de bilans dans cette limite.

## 2.1. Allotissement

Il n'est pas prévu de lots. Il s'agit d'un marché unique qui ne permet pas de déterminer des prestations distinctes.

## 2.2. Variantes et PSE (Prestations Supplémentaires Éventuelles)

- ✓ Les variantes sont admises.
- ✓ Il n'est pas prévu de PSE.

## Article 3 – Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- ✓ D'une part : La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne, 29 boulevard Roosevelt 03232 Saint-Quentin cedex, représentée par son Directeur, Philippe Laguitton, désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'Acheteur » ou « la CPAM » ;
- ✓ D'autre part : Le Titulaire du marché qui conclut le marché avec l'Acheteur et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

## Article 4 – Identifiants

Le représentant légal de l'Acheteur est : Monsieur Philippe LAGUITTON Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne.

Le comptable assignataire des paiements est : Madame Véronique HELMERS Directrice comptable et financière de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne.

Le service Prévention de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne est : L'interlocuteur principal du Titulaire pour toute question relative à l'exécution technique du marché et validera les prestations effectuées.  
Le service prévention est chargé du suivi administratif et financier, y compris du règlement des factures.

Le Titulaire est : Le prestataire qui conclut le marché avec l'Acheteur. Il désignera, dès la notification du marché, un ou plusieurs responsables ayant qualité pour le représenter vis à vis de la CPAM. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

## Article 5 – Nature des prestations

Les stipulations du présent CCAP ont pour objet de définir les conditions particulières du marché dans lequel l'Acheteur confie au Titulaire la réalisation des tous les examens de prévention en santé.

Les spécificités des prestations à réaliser sont définies dans les documents constituant le CCTP du marché n° 2025-11.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de la proposition financière, le candidat prendra soin de signaler par écrit à l'Acheteur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution de la mission prévue.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

## Article 6 – Durée du marché, reconduction et exécution des prestations

Afin d'assurer une cohérence avec l'exercice budgétaire annuel et d'aligner la date de fin du marché sur celle de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) de l'Assurance Maladie 2023-2027, la première période d'exécution est ajustée.

Le marché pourra ainsi prendre fin au plus tard le 31 décembre 2027, pour une durée totale de deux (2) ans maximum.

### 6.1. Durée initiale et début des prestations

Le marché est conclu pour une durée initiale de un (1) an, à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2026.

Les prestations débuteront à partir du **1er janvier 2026**.

### 6.2. Reconduction des périodes

Le marché est reconductible une (1) fois, selon la période suivante : du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027.

### 6.3. Modalités de reconduction et de fin du marché

- ✓ La reconduction est tacite, sauf décision contraire de l'Acheteur.
- ✓ Le Titulaire s'engage à accepter la reconduction du marché, sauf en cas de refus motivé pour un motif légitime (ex. cessation d'activité, force majeure, etc.), notifié à l'Acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six (6) mois avant l'échéance du marché en cours.
- ✓ En cas de non-reconduction, l'Acheteur notifiera sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois (3) mois avant l'échéance.
- ✓ Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continueront à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## Article 7 – Généralités

### 7.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, lesquels prévalent les uns par rapport aux autres en fonction de leur ordre et en cas de contradiction entre eux :

- ✓ L'acte d'engagement (AE) ;
- ✓ L'offre technique et financière, incluant le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Quantitatif Estimatif (OTF - BPU - DQE) ;
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et annexes éventuelles ;
- ✓ L'offre technique du candidat ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs à la notification du marché ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise. Toute clause portée dans la documentation du Titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non-écrite.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

### 7.2. Protection de la main d'oeuvre et clause sociale

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS. En application dudit article le Titulaire fournira, sur simple demande de l'Acheteur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'oeuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le Titulaire du marché fournira spontanément, six mois après la notification du marché, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Faute de satisfaire à ces obligations, le Titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché, selon les modalités des articles 41 et suivants du CCAG-FCS.

### 7.3. Protection de l'environnement

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de l'entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée :

- ✓ solutions mises en œuvre pour :
  - la récupération, la réduction et la revalorisation des déchets médicaux,
  - la limitation des transports liés aux collectes (réduction émission de CO2),
  - l'économie d'énergie liée aux matériels utilisés,
  - l'utilisation de produits recyclés et/ou recyclables,
- ✓ prise en compte du volet social en matière d'emploi de publics en difficulté d'insertion,
- ✓ les actions mises en œuvre en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Pour se faire chaque candidat devra fournir dans le document de son offre l'ensemble de sa démarche «Développement Durable».

L'Acheteur souhaite en effet dans sa communication et le choix de ses partenaires, porter les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

Le Titulaire respectera les engagements environnementaux pris dans le cadre de réponse concernant sa démarche environnementale, et à fournir tout justificatif qui pourra lui être demandé au cours du marché. Il pourra être soumis à des contrôles durant toute la durée de l'accord-cadre.

### 7.4. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'Acheteur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge de l'Acheteur.

### 7.5. Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le Titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation de l'Acheteur.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### 7.6. Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

La CPAM informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à la CPAM la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

La CPAM transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informer d'une absence de réponse. A défaut de correction des irrégularités signées dans un délai mentionné par la CPAM, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

#### **7.7. Régularité de la situation fiscale et sociale**

Tout au long de la durée de l'accord-cadre, et sur simple demande de la CPAM, le Titulaire remettra les documents suivants :

- ✓ Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF, sous quinze (15) jours calendaires ;
- ✓ Attestation fiscale, sous quinze (15) jours calendaires.

#### **7.8. Autres obligations**

##### **7.8.1. Respect des normes**

Le Titulaire assure que les prestations proposées respectent les normes connues au jour de la notification du présent marché. Il devra s'adapter, et ce pendant toute la durée du marché, aux éventuelles nouvelles normes dès leur publication.

Le non-respect de cette clause serait motif à résiliation du marché aux torts du Titulaire. Cette résiliation ne donnerait droit à aucune indemnité.

##### **7.8.2. Obligations relatives à la sous-traitance**

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Acheteur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- ✓ une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- ✓ une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

##### **7.8.3. Confidentialité et sécurité**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.



Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- ✓ prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat ;
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat ;
- ✓ ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat ;
- ✓ ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie ;
- ✓ ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- ✓ ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- ✓ la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en oeuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat ;
- ✓ les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction ;
- ✓ les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période :

- ✓ **20 ans** après leur envoi concernant les données administratives et médicales collectées ainsi que les compte rendus ; conformément à l'article R.1112-7 du code de la Santé publique ;
- ✓ **1 an** concernant les données relatives aux campagnes d'invitation ;
- ✓ **5 ans** concernant le fichier des personnes ne souhaitant plus être contactées.

#### Confidentialité et sécurité en cas de sous-traitance

##### a. Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s :

- ✓ réalisation d'examens de santé (action menée par le sous-traitant)

A cet effet, le sous-traitant est autorisé de traiter des données suivantes :

- ✓ Fichier portant sur les assurés et intégrant les informations suivantes : Coordonnées des assurés identifiés à la clause-objet du contrat adressé par la CPAM de l'Aisne.

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont :

- ✓ Les assurés identifiés à la clause-objet du contrat.

##### b. Engagement de chacune des Parties

De façon générale, **le sous-traitant s'engage à :**

- ✓ Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par la présente convention ;

- ✓ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, soit à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- ✓ Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;
- ✓ Mettre en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
- ✓ Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Informer au plus tard dans les 48 heures l'autre Partie de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Mettre à la disposition de l'autre partie toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations ;

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de l'Aisne lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM de l'Aisne rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

L'Acheteur s'engage à :

- ✓ Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au sous-traitant
- ✓ Informer le sous-traitant de toute information pouvant impacter sa mission
- ✓ Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiés.
- ✓ S'il existe des règles juridiques propres au traitement les intégrer ici (ex : règles relatives à l'HDS, toute certification etc.)

c. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité adéquats.

- ✓ Toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'Assurance Maladie.
- ✓ Il peut être renvoyé à la réalisation d'un PAS qu'il conviendra d'annexer à la convention.

d. Analyse de la conformité et documentation

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement de mettre en oeuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement.

A cet effet, il est rappelé par chacune des Parties que le sous-traitant a pour obligation d'aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Le sous-traitant est tenu de :

- ✓ Accompagner le Responsable de Traitement dans la réalisation de la documentation
- ✓ Rédiger /réalisation la documentation utile

Dans tous les cas, il revient au responsable de traitement de déterminer l'opportunité d'une saisine préalable de la Cnil et cela quel qu'en soit le motif.

e. Incident de sécurité et suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, le sous-traitant s'engage à notifier le Délégué à la Protection des Données (DPO) de la CPAM de l'Aisne.

Il reviendra à la CPAM de l'Aisne d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

f. Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement recevront les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD. Les parties conviennent que ces informations seront fournies suivant les modalités suivantes : Le sous-traitant procède à l'information préalable des personnes au moyen :

- ✓ d'une communication claire portant sur ces aspects.

Les assurés disposent d'un droit d'accès et de rectification à ces données ainsi que d'un droit à la limitation ou à l'opposition à leur traitement mise en oeuvre dans le cadre de la réalisation des examens susvisés.

L'exercice de ces droits peut être effectué en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) de la CPAM de l'Aisne par courrier postal à l'adresse suivante :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne  
Délégué à la Protection des Données (DPO)  
29 boulevard Roosevelt  
CS20606  
02323 Saint-Quentin cedex

Dans le cadre d'une demande d'accès, il reviendra à la CPAM de l'Aisne et au prestataire de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires au respect des droits précités.

Le Titulaire s'engage alors, et en cas de besoin motivé, à ce que la CPAM de l'Aisne, après saisine par un assuré:

- ✓ fournissent les données personnelles dans les délais permettant une réponse à l'assuré dans les délais requis par la réglementation relative à la protection des données personnelles ;
- ✓ prennent en compte toute demande de rectification ou de suppression des données.

Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'Acheteur pour toute demande qu'il recevrait des personnes concernées par les opérations de traitement sous-traitées et notamment en transmettant toute demande dès réception par courrier électronique à : [dpo.cpam-aisne@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.cpam-aisne@assurance-maladie.fr)

Le Titulaire s'engage à aider l'Acheteur lors du traitement d'une réclamation d'une personne concernée et s'engage à mettre en oeuvre les moyens permettant de traiter les demandes dans le délai maximal de 1 mois imposé par le règlement européen sur la protection des données.

*g. Sort des données*

Au terme de la prestation de services objet du présent contrat, le sous-traitant s'engage à conserver les données durant :

- ✓ **20 ans** après leur envoi concernant les données administratives et médicales collectées ainsi que les compte rendus ; conformément à l'article R.1112-7 du code de la Santé publique ;
- ✓ **1 an** concernant les données relatives aux campagnes d'invitation ;
- ✓ **5 ans** concernant le fichier des personnes ne souhaitant plus être contactées.

## **Article 8 – Modalités de financement et de règlement**

### **8.1. Modalités de règlement**

Les prestations effectuées dans le cadre du présent marché seront rémunérées sur la base des prix unitaires définis dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Le règlement des prestations s'effectuera après service fait, selon les modalités suivantes :

- ✓ Le Titulaire adressera une facture mensuelle récapitulant les prestations effectuées, en précisant le nombre d'examens réalisés et leur nature, conformément au bordereau des prix unitaires.
- ✓ Cette facture sera accompagnée des justificatifs nécessaires, notamment d'une liste nominative des examens pratiqués et des documents individuels de prise en charge signés par les assurés.

- ✓ Après vérification des prestations, l'Acheteur procédera au paiement dans un délai maximum de **30 jours** à compter de la réception de la facture conforme.

## **8.2. Ajustement en cas de variation d'activité**

Dans l'hypothèse où l'activité du Titulaire serait inférieure aux prévisions initiales, le montant total du marché sera ajusté en fonction des prestations réellement effectuées, sans qu'aucune compensation financière ne puisse être réclamée pour les prestations non réalisées.

En cas de dépassement du volume prévisionnel, l'exécution des prestations supplémentaires ne pourra intervenir que dans la limite du montant maximal fixé dans l'accord-cadre ou dans la limite du budget disponible, sous réserve d'un bon de commande émis par l'Acheteur.

## **8.3. Acomptes et avances éventuelles**

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, l'Acheteur pourra verser des acomptes correspondant aux prestations réalisées et attestées. Le Titulaire pourra également bénéficier d'une avance dans les conditions fixées par l'acte d'engagement, sous réserve de la constitution d'une garantie à première demande si l'Acheteur l'exige.

# **Article 9 – Prix, modalités d'évolution et de règlement**

## **9.1. Prix**

Le marché est conclu à prix unitaires. Les prix figurent dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés fermes et comprennent l'ensemble des charges liées à l'exécution des prestations, notamment :

- ✓ Les frais de personnel, de gestion et d'organisation du service,
- ✓ Les coûts de matériel et de consommables nécessaires à la réalisation des examens,
- ✓ Les charges fiscales et parafiscales,
- ✓ Les frais de transport et d'acheminement des éventuels documents ou matériels.

NOTA : Le pouvoir adjudicateur n'étant pas redevable de la TVA, les prix proposés par les opérateurs exonérés de cette taxe seront réputés correspondre à des prix TTC. Cette règle ne modifie pas le régime d'exonération applicable mais permet une mise en cohérence de l'analyse des offres avec le coût réel supporté par l'Acheteur.

## **9.2. Révision des prix**

En application de l'article R2191-32 du Code de la commande publique, les prix sont fermes pour la première année. Ils sont ensuite révisibles annuellement sur la base des taux d'évolution annuels des montants du COP communiqués par la CNAM. Aucune autre formule de révision automatique n'est appliquée.

## **9.3. Modalités de règlement**

### **9.3.1. Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

### **9.3.2. TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **9.3.3. Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée : [chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr).

Le Titulaire adressera une facture mensuelle récapitulant les prestations effectuées, en précisant le nombre d'examens réalisés et leur nature, conformément au bordereau des prix unitaires.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1) Le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant ;
- 2) La date d'émission de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5) Le code d'identification du service en charge du paiement (Cf. tableau ci-dessous) ;
- 6) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. (Cf. données ci-dessous).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Acheteur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Numéro d'identité du destinataire de la facture : N°SIRET de la CPAM de l'Aisne: **515 032 175 00017**

Le code service : **SPS**

Numéro d'engagement juridique : **202511**

#### **9.3.4. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- ✓ au Titulaire et à ses sous-traitants ;
- ✓ au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **9.3.5. Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours à réception d'une facture conforme**, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique.

#### **9.3.6. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **9.3.7. Paiement conditionné à la performance**

Le versement de la totalité du prix convenu pour une année donnée est conditionné à l'atteinte d'un taux de réalisation à toutes les prestations prévues au bon de commande, fixé à 95 % minimum.

En cas de non atteinte de ce seuil, une pénalité pour insuffisance de performance pourra être appliquée. Cette pénalité prendra la forme d'un abattement proportionnel sur le solde dû, calculé selon la formule suivante :

Montant dû = (Taux de réalisation réel × Budget annuel) ÷ 95 %

Cette pénalité est appliquée de plein droit, sans mise en demeure préalable, après constat contradictoire du taux de réalisation en fin de période.

Exemple : Si 90 % des prestations prévues ont été réalisées pour un budget de 100 000 €, le montant dû sera :  
 $(90 \times 100\,000) \div 95 = 94\,736,84 \text{ € TTC}$

Cette mesure est indépendante des autres pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

#### **9.4. Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le Titulaire notifie à l'Acheteur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

#### **9.5. Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

#### **9.6. Avance**

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

#### **9.7. Acomptes**

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du Titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG-FCS, sous réserve que le Titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

### **9.8. Prise en charge relative aux actes de biologie et à l'affranchissement liés aux examens de santé**

Les actes de biologie ainsi que les frais d'affranchissement sont directement pris en charge par la CPAM et déduits du montant maximum annuel prévu par le marché. Le détail de cette prise en charge, fera l'objet d'un ajustement sur les bons de commande.

## **Article 10 – Conditions d'exécution des prestations**

### **10.1. Lieu d'exécution**

La réalisation des examens interviendra sur un site dans la ville de Saint-Quentin et sur un site dans la ville de Laon, selon une périodicité préalablement définie en début d'année lors de l'émission d'un bon de commande.

### **10.2. Conditions d'exécution des prestations**

Disposition générales : Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur lors de la réalisation des prestations.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission du bon.

Conditions de livraison : A la fin de chaque mois, l'attributaire fournit à la CPAM les statistiques d'activité du mois en cours : nombre d'examens effectués et nombre d'examens réalisés pour les publics identifiés précaires.

Une statistique d'activité générale doit être transmise à la CPAM avant le 15 janvier.

Une statistique d'activité intermédiaire doit être transmise à la CPAM avant le 30 juin.

Le Titulaire remonte les indicateurs demandés par la CNAM à l'aide de l'outil CESNET.

Formation du personnel : Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations objet du marché dans les conditions précisées dans son offre.

### **10.3. Conditions d'exécution des bons de commandes**

Un bon de commande annuel est émis par l'Acheteur.

L'émission de bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande sont émis par l'Acheteur au fur et à mesure du besoin. Ils seront adressés au Titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations, sous forme de courriels.

### **10.4. Clauses techniques**

Voir le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché.

## **Article 11 – Constatation de l'exécution**

### **11.1. Verification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

### **11.2. Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

## Article 12 – Pénalités de retard

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont déductibles du montant hors taxe de la facture. Elles sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'Acheteur adressera par mail avec accusé de réception les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le Titulaire.

Le Titulaire pourra faire part de ses observations à l'Acheteur dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de l'envoi du présent mail. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Non correction des irrégularités concernant le travail dissimulé	10 € HT par jour ouvré de retard.
Absence à la réunion de démarrage	50 € HT par absence constatée.
Absence à l'instance de suivi et de coordination	50 € HT par absence constatée.
Non transmission des informations relatives aux invitations des publics cibles lors de l'instance de suivi et de coordination	30 € HT par constatation.
Non transmission du nombre nombre d'examens effectués dans le reporting mensuel	10 € HT par constatation.
Non transmission du nombre d'examens réalisés pour les publics identifiés précaires dans le reporting mensuel	10 € HT par constatation
Non réalisation des formations à caractère obligatoires identifiées par le Cetaf	20 € HT par formation non réalisée.
Non transmission des documents demandés à l'article 6.2 du CCTP concernant les statistiques d'activité	10 € HT par document non fourni.
Non transmission des documents demandés à l'article 6.1 du CCTP concernant le rapport d'activité	5 € HT par document et par jour ouvré de retard.
Non-respect du délai entre la réalisation d'un examen de prévention en santé et le rendu des conclusions	10 € HT par jour ouvré de retard.

## Article 13 – Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans la mesure où elle garantit la sécurité et confidentialité des échanges.

## Article 14 – Modifications du marché

### 14.1. Modifications prévues par le Code de la Commande Publique

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du CCP, une modification du présent accord-cadre en cours d'exécution pourra être admise dans les cas suivants :

- ✓ En cas de prestations supplémentaires devenues nécessaires, sous réserve de trois conditions cumulatives :
  - que l'intégration de ces prestations supplémentaires n'entraîne pas une augmentation du montant initial de l'accord-cadre supérieure à 50 % ;



- qu'un changement de contractant soit impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de l'accord-cadre initial ;
  - qu'un changement de cocontractant présente un inconvénient majeur ou entraîne une augmentation substantielle des coûts.
- ✓ En cas de modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues sous réserve que la prise en compte de ces modifications soit limitée à 50 % du montant initial de l'accord-cadre et n'altère pas la nature globale du contrat.
  - ✓ En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau Titulaire, lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de la société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles de l'accord-cadre. Ce cas de figure est détaillé à l'article 9.2 du présent CCAP.
  - ✓ En cas de modifications affectant les divers aspects contractuels de l'accord-cadre, sous réserve que ces modifications ne soient pas substantielles.

Les conséquences, notamment financières, résultant des modifications d'exécution des prestations en cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou son ampleur et modifiant de façon significative les conditions d'exécution du marché seront traitées dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG-FCS.

## **14.2. Modifications particulières**

### **14.2.1. Modifications relatives au Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par mail à l'adresse suivante : [ACHATS.cpam-aisne@assurance-maladie.fr](mailto:ACHATS.cpam-aisne@assurance-maladie.fr)

Le marché public ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;

- ✓ Une copie de l'annonce légale ;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales ;
- ✓ Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du Code du Travail ;
- ✓ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- ✓ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- ✓ Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire.

La cession du marché public acceptée par la CPAM fera l'objet d'un avenant conclu entre la CPAM, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### **14.2.2. Modifications relatives aux prestations**

La CPAM se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment en cas de modification de la COG.

Dans ce cas, la CPAM devra en informer, par écrit, le Titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date d'effet de ces modifications.

Un avenant au marché sera établi sans que le Titulaire puisse élever une réclamation et dans la limite de 10% selon l'article R.2194-8 du CCP.

#### **Article 15 – Réserves**

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à l'Acheteur, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

#### **Article 16 – Coordonnées du responsable pour l'exécution du marché**

Pour tout contact concernant l'exécution du marché, le Titulaire peut contacter :

Direction de l'Offre de soins, de la Santé et du Juridique

**Service prévention**

[prevention.cpam-aisne@assurance-maladie.fr](mailto:prevention.cpam-aisne@assurance-maladie.fr)

Le service prévention de la CPAM sera le service responsable pour l'exécution du marché. Il assurera le suivi technique et le contrôle des prestations réalisées par le Titulaire.

#### **Article 17 – Documents annexes au présent CCAP**

Les documents remis par les candidats dont l'offre aura été retenue seront intégrés au présent cahier des clauses administratives particulières, avec valeur contractuelle.

Il en est ainsi, notamment pour les documents visant à expliciter / modifier l'offre ou le cadre contractuel, spécialement après notification du marché dès lors qu'il aura été approuvé par les co-contractants (exemple : avenant modificatif).

#### **Article 18 – Substitution d'un titulaire en cas de défaillance**

Les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire s'appliquent au présent accord-cadre.

#### **Article 19 – Résiliation**

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Par ailleurs, toute infraction grave par les parties aux obligations de la convention, ainsi que le non-respect des normes relatives à la réalisation des prestations constituent un motif de résiliation du marché aux torts du Titulaire. Cette résiliation ne donnerait droit à aucune indemnité.

#### **Article 20 – Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire de Lille.

#### **Article 21 – Dérogations aux documents généraux**

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le Titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
Article 7.1	Article 4	Pièces contractuelles
Article 9.5	Article 33.1	Garantie
Article 12	Article 14	Pénalités